

Les chefs d'établissement doivent respecter le droit de grève !

SUD Éducation Alsace a été contacté par un nombre important de collègues du secondaire dans la perspective de la grève du 15 décembre qui coïncidait, dans de nombreux établissements, avec une réunion parents-professeurs. A notre grande surprise, de nombreux chefs d'établissement du secondaire n'ont pas jugé bon de repousser ces réunions alors même que la date de cette grève est connue depuis la mi-novembre. Pire, dans certains établissements, ils ont demandé aux enseignants en grève de rattraper ces réunions en proposant des rendez-vous individuels à tous les parents. Dans d'autres, ils ont organisé des sondages pour savoir qui seraient les collègues qui allaient se mettre en grève.

Pour SUD Éducation Alsace, ces initiatives constituent autant d'attaques contre le droit de grève et de tentatives d'intimidation ou de culpabilisation des collègues.

A croire que certains chefs d'établissement anticipent sur les réformes et sont déjà très à l'aise dans le rôle de manager chargés de mettre au pas leurs subordonnés.

Nous rappelons donc aux chefs d'établissement mais aussi aux collègues, enseignants ou non :

- Que dans le secondaire, **un collègue souhaitant se mettre en grève n'a aucune obligation de se déclarer à l'avance ni même d'en informer son chef d'établissement** et que toute demande en ce sens peut être pris comme une culpabilisation voire une intimidation
- **Qu'un service non fait un jour de grève ne peut en aucun cas être rattrapé : c'est simplement illégal**
- Que pour respecter le droit de grève tout en assurant le bon fonctionnement des établissements, **la pratique veut que les chefs d'établissement reportent les réunions parents-professeurs qui coïncident avec un appel à la grève.**